

SYNDICAT CFTC – DOUANES

Bâtiment Condorcet - Teledoc 322 - 6, rue Louise Weiss
75703 PARIS Cedex 13
☎ : 01 57 53 29 21

Courriel: cftc.douanes@douane.finances.gouv.fr

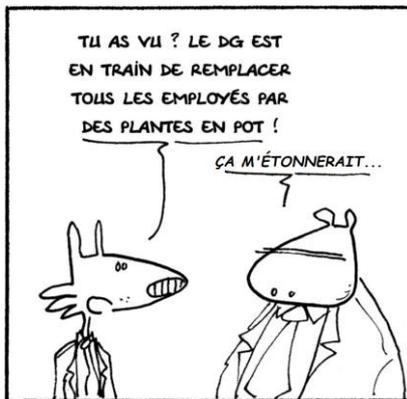


Les brèves de la CFTC-Douanes - Novembre 2024

Les deux sous pas chics

Cela ressemble à une mauvaise tragédie classique en plusieurs actes. Acte I, début octobre : le nouveau Premier ministre Michel Barnier fait des annonces fracassantes sur la **suppression de postes de fonctionnaires qui ne seraient pas en contact direct avec le public**. Fausse bonne idée : car les fonctionnaires en contact direct avec le public ont déjà été massivement supprimés et remplacés par des « chats », des FAQ, des services en ligne, des plateformes téléphoniques robotisées. Alors si on supprime ceux qui sont devant et ceux qui sont derrière, que restera-t-il ? Des plantes en pot ?

Acte II : le même Michel Barnier ayant annoncé une augmentation du SMIC de 2%, la DGAFP indique mi-octobre que, pour coller à cette augmentation, quelque 230000 fonctionnaires à l'indice 366 vont être augmentés de... six centimes par mois. **Même pas deux sous**. De quoi rêver. Et encore, ce royal cadeau est octroyé uniquement par obligation, parce qu'un fonctionnaire ne peut pas être payé sous le SMIC. Cachons notre joie.



Acte III : le nouveau ministre de la Fonction Publique Guillaume Kasbarian annonce **la fin de la GIPA**, garantie individuelle de pouvoir d'achat, qui permettait à certains fonctionnaires au traitement indiciaire bloqué de ne pas s'appauvrir en percevant une indemnité indexée sur l'inflation. Message reçu cinq sur cinq, merci de rien !

Acte IV : fin octobre, ce même ministre annonce le **passage du nombre de jours de carence dans la Fonction Publique d'un à trois**. Ainsi que le paiement des indemnités journalières à 90% au lieu des 100% actuels. Vous êtes fonctionnaire, pauvre et malade aujourd'hui ? Ne vous plaignez pas, car demain rien ne

dit que vous serez guéri, et il est certain que vous serez encore plus pauvre.

Cette marotte d'alignement du public sur le privé n'est qu'un prétexte qui ne trompe personne. Car alors, pourquoi ne pas nous aligner également sur les avantages du privé : complémentaires santé, complémentaires retraites, primes de départ, négociation annuelle obligatoire (NAO) pour les augmentations de salaires, heures supplémentaires bonifiées, etc. ?

Pour ce gouvernement le sujet n'est pas là. Le sujet est d'attendre patiemment que tous les fonctionnaires actuels partent à la retraite et, d'ici là, de dégoûter les plus jeunes d'entrer dans cette trop onéreuse Fonction Publique. À force de la rendre aussi peu attractive que possible, elle finira bien par s'effondrer sur elle-même comme une coquille vide. Viendra alors le temps des externalisations, des contractuels et de l'IA pour pourvoir à l'intégralité de nos missions. **C'est bien mal remercier les fidèles serviteurs de l'État qui, depuis des décennies, ont toujours su faire tourner la France, y compris en temps de crise, sanitaire ou autre, y compris en l'absence de gouvernement, y compris à l'occasion de tous les événements exceptionnels. Qu'est devenu ce service public à la française que le monde entier nous enviait ? Qui, parmi nos gouvernants, se soucie de ce que cette déliquescence programmée va nous coûter, à la longue, en termes de cohésion sociale ?**

En attendant ce que nous réserve l'acte V pour boucler cette sinistre farce (on a des pistes : suppression de jours de congé, suppression de nos grilles indiciaires, rémunération tout au mérite...), nous aimerions que les ministres cessent de vouloir « améliorer le quotidien des fonctionnaires », comme ils le disent, à leur sauce. Non, merci, laissez-nous notre quotidien tel quel.



CFTC-Douanes : sur un autre ton.